

Élaborer des économies fondées sur plus d'égalité entre les femmes et les hommes, c'est non seulement possible mais fortement recommandé par [ONU Femmes](#), l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, dans son nouveau rapport intitulé « Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits ».

Vingt ans après la [quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin](#) (Chine), historique en matière d'engagements pour faire progresser l'égalité de genre,

« *Progrès* »

, nom donné au rapport, a été présenté par

[Phumzile Mlambo-Ngcuka](#)

, directrice exécutive d'ONU Femmes, à Londres, puis dans six autres villes du monde.

Ce nouveau rapport, axé sur les aspects économiques et sociaux de l'égalité femmes-hommes, traite en particulier du droit de toutes les femmes à « *un bon emploi, avec un salaire juste et des conditions de travail sûres, à une pension adéquate pour leurs vieux jours, à des soins de santé et à de l'eau potable, sans discrimination fondée sur des facteurs tels que la situation socio-économique, les lieux d'habitation et la race ou l'origine ethnique.* »

Basé sur des faits concrets, ce document formule dix recommandations clés sur les mesures que les gouvernements et d'autres acteurs comme les institutions financières et les entreprises, sont appelés à mettre en oeuvre afin de passer à une économie mondiale équitable et durable.

Car hormis des avancées significatives dans le domaine des droits juridiques, « *des millions de femmes sont encore reléguées à des emplois peu rémunérés et de qualité médiocre et se voient encore refuser les soins de santé de base et l'accès à de l'eau propre et à des systèmes d'assainissement décentes, à une époque où les richesses mondiales sont sans précédent* »

, indique le rapport.

L'austérité en ligne de mire

Le rapport est explicite en la matière. La mise en place de politiques d'austérité et les coupes budgétaires n'ont fait qu'intensifier les inégalités entre les femmes et les hommes, nocives aux économies mondiales : « *Nos ressources publiques ne sont pas orientées vers les domaines où elles sont les plus nécessaires : par exemple, pour fournir de l'eau et un assainissement, des soins de santé de qualité et des services décentes de soins aux enfants et aux personnes âgées. En l'absence de services publics, c'est sur les femmes et les filles que pèse le déficit* »

, a déclaré Phumzile Mlambo-Ngcuka.

« *Cela constitue une pénalité en matière de soins qui punit injustement les femmes qui interviennent lorsque l'État ne fournit aucune ressource, et plusieurs milliards de femmes à travers le monde sont ainsi affectées. Nous avons besoin de politiques qui permettent tant aux femmes qu'aux hommes de prendre soin de leurs proches sans avoir à compromettre leur propre sécurité économique et leur indépendance* »

, a-t-elle ajouté.

Il faudra donc convaincre les preneurs de décision, qui ne jurent aujourd'hui que par l'austérité, comme l'a encore montré le gouvernement de Philippe Couillard au Québec cet hiver. Des [mesures contre lesquelles les Québécois se sont soulevés](#), dont de

nombreuses femmes, première victimes de ces dispositions.

« Les politiques d'austérité ont eu un effet négatif disproportionné sur les femmes. C'est l'une des grandes conclusions de

« Progrès »

2015-2016 »,

explique Yannick Glemarec, directeur exécutif adjoint d'ONU Femmes (cf. entretien ci-dessous).

Changer de paradigme

Alors que dans une économie qui fonctionne pour les femmes, « leur travail serait respecté et valorisé ; les stéréotypes sur ce que les femmes et les hommes peuvent faire et sur ce qu'ils font seraient éliminés ; et les femmes pourraient travailler et vivre leur vie sans violence et sans harcèlement sexuel »

, indique le rapport. Et selon Shakra Razavi, responsable de la section Recherches et données d'ONU Femmes et auteure principale du rapport,

« le nouveau programme économique que promeut ONU Femmes n'est pas une chimère.

Beaucoup de pays, y compris les pays en développement à faible revenu, sont déjà en train de mettre en œuvre les éléments de ce programme ».

Avant d'ajouter :

« Le type de changement dont nous avons besoin a une portée très étendue, mais il est réalisable. »

Entretien avec Yannick Glemarec, directeur exécutif adjoint d'ONU Femmes.

Quelles conséquences les politiques d'austérité ont-elles sur le travail des femmes ?

Yannick Glemarec : La majorité des mesures d'austérité se traduisent par une plus grande précarité des emplois, une réduction des emplois dans la fonction publique et des services sociaux, dont les femmes souffrent en premier : qu'ils s'agissent d'allocations familiales, de financements de crèches, ou de tout autre service social, qui en règle général ont un aspect extraordinairement positif sur le potentiel économique des femmes, car ils permettent de réduire le temps de travail non payé, et de faire bénéficier les femmes d'une plus grande disponibilité pour le travail rémunéré.

Quels sont les liens entre l'égalité femmes-hommes et la prospérité au sens large ?

Y.G : Il y a un lien très fort. Car les femmes jouent un rôle primordial dans l'économie mondiale aujourd'hui, et je ne pense pas que cela puisse être discuté. Presque tout le monde est d'accord pour relever l'importance du rôle que peuvent jouer les femmes tant au niveau d'une reprise économique à court terme, qu'un développement durable. Mais pour cela, il faut travailler au renforcement des droits des femmes.

Le rapport préconise dix recommandations. Un défi possible ?

Y.G : Le défi est tout à fait possible. Le rapport ne prétend pas que ces dix recommandations puissent être mises en œuvre partout, dans un délai très court. Ce sera un processus sur la durée, avec des rythmes différents dans les 200 pays. Mais il n'y a aucun doute sur la possibilité de réaliser chacune de ces recommandations qui s'appuient sur la base des meilleures pratiques recensées au niveau mondial. Et Progrès essaye de parler le langage des décideurs politiques, en matière d'impact sur l'économie à court et long terme. Il fournit nombre d'options pour financer ces recommandations. Par exemple, certains pays, comme la Bolivie ou le Botswana, ont utilisé les recettes de leurs revenus pétroliers ou miniers pour financer des programmes sociaux. D'autres pays ont repensé leurs allocations budgétaires, en réduisant leurs investissements en matière de défense, pour

privilégier des investissements qui favorisent une plus grande égalité entre les femmes et les hommes. C'est le cas du Sri Lanka et de la Thaïlande. S'il y a une réelle volonté politique dans le pays, il existe des moyens d'action.

Les pays en voie de développement ne sont-ils finalement pas plus avancés ou volontaires, que les pays développés, sur ces questions ?

Y.G : Même s'il existe une corrélation très claire entre revenus par habitant et égalité entre les femmes et les hommes, celle-ci n'est pas parfaite. Certains exemples occidentaux sont exposés dans le rapport, comme les Pays-Bas, la Suède ou encore l'Allemagne, en matière de transferts fiscaux au profit des femmes. Les Etats-Unis aussi avec la mise en place d'un système de santé universel, qui aura un impact très positif sur les femmes. Mais si on regarde toutes les expériences au niveau mondial, il y a des pays à revenus faibles ou modérés qui ont mis en œuvre des mesures remarquables en matière de réductions des inégalités entre les femmes et les hommes. Et sont d'ailleurs en train de montrer la voie.

Lire le [rapport complet](#) (en anglais) et le [résumé](#) (en français).

Source: [Terriennes](#)

ONU-Femmes a rendu public son nouveau rapport sur les femmes dans le monde, lundi 27 avril 2015. Il présente ce à quoi ressemblerait une situation économique mondiale adaptée aux femmes, favorable à tous... Une vision d'où sont bannies les politiques d'austérité.